

[Texte]

increase the M-1. What has happened is that interest rates have come down very substantially and the cost of holding money is therefore much lower and, once again, the public has chosen to hold more of its funds in that form. But it is more complicated than that because there have been all sorts of shifts in and out of M-1, particularly out, for the reasons that we explain carefully in the annual report.

The Acting Chairman (Mr. MacLaren): Thank you. Mr. Riis.

Mr. Riis: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Bouey, I think the people of Canada were anxiously awaiting especially this annual report, and none interested, I guess, in hearing what you had to say as the Governor of the central bank. Yet year after year you have come forward and continue to offer advice to the Minister of Finance and the government. We have been fighting inflation now for a number of years. In this fight, you have abandoned one of your critical measuring devices, M-1, as you have indicated.

Back in 1975, when we embarked on this monetarist approach, the ratio of federal debt-servicing charges to GNP was 2.4%. In 1981, it was 4%. In the first quarter of 1982, it was up to nearly 5.5%. The economy appears to be continuing to deteriorate and unemployment is increasing. Reports now indicate that the money the federal government will be asked to pay out for this year might be in excess of \$12 billion. There are decreasing revenues from personal sales and corporate tax. I guess a fairly simple question, Governor Bouey, is why should we continue to have faith in the advice that you have been giving the government when things continue to, for all intents and purposes, worsen for most Canadians? Or is this the price that we have to pay, as I think you have been quoted as saying. I do not know if that is quite accurate, however.

Mr. Bouey: I am very shocked about the extent to which unemployment has risen, Mr. Riis. It was no part of the policy of the Bank of Canada to say what this country needs is 12.5% unemployment. We are as distressed about it as anybody, but the story is much more complex than your question would indicate.

We live in a world where we are influenced by events outside the country as well as inside. We did try very hard, as our report has explained, to dampen total spending so that inflation would come down. Other countries, faced with the same problem of inflation tried to do the same thing and, of course, that tended to reinforce the situation internationally.

• 2025

We then found in other countries, and I think particularly in Canada, that the response to the deceleration of spending, the response to the downward pressure on inflation, was not very good. So I would cite those things as all causes.

[Traduction]

nous a pas commandé d'augmenter la masse de M1. Ce qui s'est passé, c'est que les taux d'intérêt ont plongé, et comme il en coûtait moins pour détenir de l'argent, une fois de plus, le public a choisi de détenir davantage de son argent sous cette forme. Mais c'est encore plus compliqué, car il y a eu toutes sortes d'entrées et de sorties de M1 surtout des sorties, pour les raisons que nous avons expliquées en détail dans le rapport annuel.

Le président suppléant (M. MacLaren): Merci. Monsieur Riis.

M. Riis: Merci, monsieur le président. Monsieur Bouey, la population du Canada attendait impatiemment votre rapport, surtout le vôtre, mais personne, je crois, n'était intéressé à entendre ce que vous aviez à dire comme gouverneur de la banque centrale. Pourtant, d'une année à l'autre, vous continuez à offrir des conseils au ministre des Finances et au gouvernement. Nous combattons l'inflation depuis plusieurs années maintenant. Et maintenant, voilà que vous avez abandonné un de vos indicateurs les plus critiques, la masse monétaire, le M1, comme vous l'avez indiqué.

En 1975, lorsque nous avons adopté cette approche monétariste, le service de la dette du fédéral par rapport au Produit national brut s'élevait à 2.4 p. 100. En 1981, ce rapport était de 4 p. 100. Durant le premier trimestre de 1982, il s'élevait à presque 5.5 p. 100. L'économie semble continuer à se détériorer et le taux de chômage augmente. Selon les rapports, le gouvernement fédéral aura à payer cette année plus de 12 milliards de dollars. Pourtant, les recettes tirées des ventes personnelles et de l'impôt sur les sociétés diminuent. Je demande donc bien simplement, monsieur le gouverneur Bouey, pourquoi nous devrions continuer à nous fier aux conseils que vous donnez au gouvernement, puisque, à toutes fins utiles, la condition économique de la plupart des Canadiens empire? Ou est-ce le prix que nous devons payer, comme vous avez supposé dit. Et je ne sais pas si c'est juste, toutefois.

M. Bouey: Je suis aussi très étonné de l'augmentation du taux de chômage, monsieur Riis. Et ce n'était certainement pas la politique de la Banque du Canada, que le pays avait besoin d'un taux de chômage de 12.5 p. 100. Nous en sommes navrés comme tout le monde, mais les raisons sont beaucoup plus complexes que ne l'indique votre question.

Dans notre monde, aujourd'hui, nous sommes autant influencés par les événements qui se passent à l'extérieur du pays qu'à l'intérieur de celui-ci. Comme on l'explique dans notre rapport, nous avons fait de grands efforts pour freiner le pouvoir d'achat, afin de faire diminuer l'inflation. D'autres pays, en face du même problème, ont fait la même chose, et bien sûr, cela tend plutôt à renforcer la situation sur le plan international.

Ensuite, nos études ont révélé que dans d'autres pays, surtout au Canada, la réponse au freinage des dépenses, la réponse à la pression à la baisse sur l'inflation, n'a pas été très bonne. Ces facteurs sont tous des causes.